

ÉVITER LA PROCHAINE CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

L'UNION EUROPÉENNE ET LA JUSTICE ALIMENTAIRE DANS UN MONDE AUX RESSOURCES LIMITÉES

www.oxfam.org/cultivons

CULTIVONS
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE



Plantation sur un « *camellone* » à Loma Suarez, Bolivie. © Mark Chilvers/Oxfam

Les prix mondiaux des denrées alimentaires devraient plus que doubler d'ici 20 ans tandis qu'une nouvelle crise annonce la fin du système alimentaire mondial tel que nous le connaissons aujourd'hui. Ces hausses de prix vont pousser des millions d'individus dans la pauvreté, dans un monde où, d'ores et déjà, un individu sur sept, ne mange pas à sa faim. En tant que première économie mondiale, plus grand donateur d'aide publique au développement au monde et en raison de son ambition de se positionner en chef de file de la lutte contre le changement climatique, l'Union européenne (UE) a un rôle important à jouer pour garantir la justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées. Dans la présente note d'information, Oxfam présente les mesures que devraient prendre l'UE pour répondre à ce défi sans précédent. Cette note d'information fut d'abord publiée en 2011, à l'occasion du lancement de CULTIVONS, la nouvelle campagne mondiale d'Oxfam qui entend transformer la manière dont nous cultivons, partageons et vivons ensemble, afin que chacun mange toujours à sa faim, partout.

*L'UE ne s'est pas du tout
attaquée aux
déséquilibres de pouvoir
qui affectent le système
alimentaire mondial.*

Dans un monde qui produit suffisamment d'aliments pour nourrir chacun de ses habitants, comment se fait-il que tant de personnes – une sur sept – ne mangent pas à leur faim ?

La campagne mondiale d'Oxfam, CULTIVONS, cherche à répondre à cette question. CULTIVONS entend transformer la manière dont nous cultivons, partageons et vivons ensemble. CULTIVONS exposera au grand jour les manquements des gouvernements et les intérêts commerciaux puissants qui contribuent à perpétuer un système alimentaire défaillant et entraînent le monde, à son insu, vers un recul sans précédent mais évitable, en matière de développement humain.

Les signaux d'alarmes sont pourtant clairs. Nous sommes entrés dans une période de crise : flambée des prix des denrées alimentaires et hausse vertigineuse du cours du pétrole ; compétition acharnée pour l'accès à la terre et à l'eau ; changement climatique insidieux. En 2008, la flambée des prix des denrées alimentaires a poussé 100 millions d'individus dans la pauvreté. Entre juin 2010 et février 2011, la forte augmentation des prix a engendré les mêmes conséquences pour 44 millions d'individus supplémentaires – soit presque l'équivalent de l'ensemble de la population espagnole. Derrière ces statistiques choquantes se cachent des millions d'histoires individuelles tragiques, marquées par la souffrance. Les familles tentent, tant bien que mal, de s'adapter à l'envolée des prix des produits alimentaires et s'endettent tant et si bien qu'elles n'ont plus d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école ou les soigner lorsqu'ils tombent malades. Ces crises font figure de pics, souvent mortels, dans une tendance d'accroissement de l'instabilité alimentaire sur le long terme. Des recherches réalisées pour Oxfam et publiées dans le rapport « **Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées** »¹, prédisent que le cours mondial des denrées alimentaires aura plus que doublé d'ici 20 ans. Nous faisons face aujourd'hui à des défis sans précédents.

L'Union européenne (UE) a été l'un des premiers acteurs d'envergure mondiale à réagir à la crise alimentaire de 2008 en augmentant son aide alimentaire d'urgence et en créant un nouveau fonds doté d'un milliard d'euros, la facilité alimentaire, dont le but est d'aider les pays en développement à remettre leur secteur agricole sur pied. En revanche, le Cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire, bien que prometteur, n'a toujours pas été mis en œuvre, tandis que d'autres politiques européennes continuent à alimenter la volatilité des prix des denrées alimentaires. Les marchés financiers européens, non réglementés, récompensent par des profits grandissants les investisseurs qui spéculent sur les prix alimentaires. La politique défaillante de l'UE en matière d'agrocarburants a d'ores et déjà provoqué plusieurs vagues d'expropriations et d'accaparement des terres dans les pays en développement, et détourné les aliments des assiettes vers les

réservoirs de voiture. Simultanément, l'UE traîne des pieds pour motiver en son sein le désir de lutter contre le changement climatique, la plus grande menace entre toutes pour la sécurité alimentaire mondiale. En fin de compte, l'UE ne s'est pas du tout attaquée aux déséquilibres et inégalités structurels qui affectent le système alimentaire mondial.

En tant que première économie mondiale, plus grand donateur d'aide publique au développement au monde et en raison de son ambition de se positionner en chef de file de la lutte contre le changement climatique, l'UE a un rôle important à jouer pour garantir la justice alimentaire et construire une prospérité nouvelle dans un monde aux ressources limitées. Elle doit s'engager aussi bien en son propre sein qu'auprès des grandes enceintes mondiales telles que le G20, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies ou la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC). L'Union européenne a lancé récemment de grands débats qui détermineront le futur de ses politiques agricoles, commerciales et de développement et définiront les contours de son nouveau cadre financier pluriannuel.

Oxfam appelle l'UE à faire de la sécurité alimentaire mondiale une priorité dans tous ses domaines de compétence. Pour prouver au reste du monde sa volonté d'agir, l'UE devrait sans plus tarder :

- Combattre la spéculation sur les matières premières agricoles afin de stopper l'envolée des prix des denrées alimentaires.
- Supprimer les objectifs contraignants et les subventions destinés à promouvoir les agrocarburants, qui aggravent la volatilité des prix alimentaires et poussent à l'accaparement des terres dans les pays en développement.
- Investir davantage dans le soutien aux petites exploitations agricoles dans les pays en développement.
- Montrer l'exemple en matière de lutte contre le changement climatique et ses impacts sur la production alimentaire mondiale.

STOPPER L'ENVOLEE DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES

Réglementer les marchés financiers européens

Barclays Capital, le plus grand acteur européen sur le marché des produits dérivés agricoles, aurait gagné jusqu'à 406 millions d'euros en 2010 grâce à la spéculation sur les prix des denrées alimentaires.

Les gouvernements se soustraient à leur responsabilité de régler la manière dont les denrées alimentaires sont cultivées, échangées et commercialisées à travers le monde. De ce fait, une poignée d'investisseurs et d'entreprises agroalimentaires, puissants et discrets, réalisent des profits énormes tandis que des millions d'exploitants, d'ouvriers agricoles et de consommateurs souffrent de la faim et vivent dans l'extrême pauvreté. Les récoltes et les terres sont devenues une catégorie d'actifs comme les autres sur lesquels les investisseurs peuvent miser pour s'enrichir.

Dans les pays en développement, les familles pauvres dépensent jusqu'aux trois quarts de leurs revenus pour s'alimenter, ce qui les rend extrêmement vulnérables aux fluctuations soudaines des prix. Ce sont les femmes et les enfants qui sont souvent les premiers touchés lorsque les familles doivent réduire les portions alimentaires, qu'elles ont des difficultés à couvrir les frais de santé ou de scolarisation ou qu'elles sont obligées d'emprunter pour survivre². En revanche, la volatilité des prix des denrées alimentaires peut représenter une grande aubaine pour les spéculateurs. Par exemple, on estime que Barclays Capital, le plus grand acteur européen sur le marché des produits dérivés agricoles, aurait gagné jusqu'à 406 millions d'euros (540 millions de dollars) en 2010 grâce à la spéculation sur les prix des produits alimentaires³. Les investissements dans les fonds spécialisés en matières premières ont monté en flèche, passant de 11 milliards d'euros (14,6 milliards de dollars) en 2003 à 204 milliards d'euros (271 milliards de dollars) en 2008.⁴

En 2011, sur les marchés dérivés des matières premières, les producteurs et les entreprises de transformation des produits alimentaires, qui utilisent traditionnellement des produits dérivés pour se prémunir des risques et assurer la stabilité des prix, était à nouveau mis en minorité par les investisseurs ou les spéculateurs⁵. Pour empêcher de nouvelles crises, les gouvernements doivent mieux gérer le système alimentaire en réglementant les marchés des matières premières devenus trop volatils.

On s'attend, dans les années à venir, à une forte croissance des marchés européens des produits dérivés agricoles à l'heure où la politique agricole commune de l'UE s'oriente davantage vers le marché. Pourtant, ces marchés européens de produits dérivés sont moins réglementés qu'aux États-Unis. Le Règlement sur les Infrastructures de marchés européennes (EMIR) constitue un premier pas vers l'amélioration de la réglementation de ces marchés en visant les produits dérivés échangés de gré à gré (ou OTC pour « Over-The-

Counter) et le risque qu'ils représentent. La Directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) est toute aussi importante. Il est essentiel que cette dernière soit révisée pour réglementer de façon efficace les marchés à terme de produits agricoles et autres plateformes d'échange. La Commission européenne (ci-après appelée « la Commission ») a présenté ses propositions au MiFID en octobre 2011. Malgré les promesses faites par la Commission de combattre la spéculation sur les prix des denrées alimentaires, le texte a fortement perdu de sa substance sous l'influence puissante du lobby financier. Le Parlement européen et le Conseil de l'Europe ont aujourd'hui la responsabilité d'améliorer et de renforcer la proposition.⁶

Oxfam estime que l'Union européenne a ici l'occasion de se poser en exemple pour le reste du monde. Elle devrait saisir cette opportunité pour inscrire à l'ordre du jour du G20 la transformation des règles du jeu sur les marchés financiers afin d'éviter toute spéculation excessive sur les produits agricoles. Dans cette perspective, le nouveau cadre réglementaire de l'UE devra :

- Renforcer la transparence en exigeant : le reporting des transactions portant sur des produits dérivés de matières premières de manière aussi immédiate que possible ; la catégorisation des opérateurs de marché par type d'entité réglementée et par niveau d'activité ; l'obligation de négocier tout produit dérivé suffisamment liquide sur des plateformes organisées ; l'enregistrement de tous les contrats de gré à gré (OTC) ; l'obligation de publier des rapports hebdomadaires ;
- Empêcher la spéculation excessive et les abus de marché par les mesures suivantes : l'imposition de limites de position pour tous les types de contrats dérivés et tous les intervenants, l'introduction de limites de prix temporaires et journalières et la restriction de la spéculation passive. Ces mesures devraient faire l'objet d'évaluations régulières pour s'assurer qu'elles ne nuisent pas à la fonction de gestion des risques des marchés à terme.

Réformer la politique européenne erronée en matière d'agrocarburants

S'il devait être effectivement atteint, l'objectif européen en matière d'agrocarburants impliquerait la conversion de 69 000 km² d'écosystèmes naturels en terres cultivées, soit une superficie plus vaste que la Belgique et les Pays-Bas réunis.

Atteindre un objectif de 10 % d'agrocarburants dans le secteur des transports au niveau mondial d'ici 2020 exposerait 140 millions de personnes supplémentaires au risque de famine. Les familles pauvres des zones urbaines et les paysans sans-terres ou vivant de l'agriculture de subsistance dans les pays en développement seraient les premiers touchés⁷. Pour satisfaire les seuls besoins en agrocarburants de l'Europe, il faudrait convertir jusqu'à 69 000 km² d'écosystèmes naturels en terres cultivées, soit une superficie plus vaste que la Belgique et les Pays-Bas réunis. Jusqu'à 56 millions de tonnes de CO₂ supplémentaires seraient libérés dans l'atmosphère chaque année, ce qui correspondrait à 26 millions de voitures en plus sur les routes européennes d'ici 2020.⁸

La Directive européenne sur les énergies renouvelables (RED), adoptée en 2009, fixe un objectif de 10 % d'énergie renouvelable dans le secteur des transports d'ici 2020⁹. Selon les plans d'action soumis par les États membres de l'UE, cet objectif sera atteint presque exclusivement grâce aux agrocarburants produits à partir de cultures alimentaires¹⁰. Ceci se traduit d'ores et déjà par une vague d'expropriations et d'accaparement de terres dans les pays en développement¹¹. Les femmes en sont les premières victimes puisque, souvent, elles ne possèdent aucun titre de propriété des terres qu'elles exploitent – des terres souvent identifiées par les gouvernements et les investisseurs comme « disponibles » pour la production d'agrocarburants¹². Cet objectif aggrave également la volatilité des prix des produits alimentaires en créant une nouvelle source importante de demande pour les produits agricoles et en facilitant la contagion des prix entre marché des produits énergétiques et marché des denrées alimentaires.¹³

Coûtant de surcroît plusieurs milliards d'euros par an aux contribuables européens,¹⁴ cette politique aux conséquences cauchemardesques devrait empêcher les responsables politiques européens de dormir. Pourtant la Commission continue de considérer les agrocarburants comme un élément essentiel de sa stratégie en matière d'énergies renouvelables, s'appuyant sur des critères de durabilité pour masquer les tares de cette politique fondamentalement erronée. Les préoccupations soulevées par les innombrables rapports de recherche semblent n'avoir aucun effet sur la Commission, qui se dirige tout droit vers le désastre.

Oxfam estime qu'il est grand temps que les parlementaires européens et les dirigeants des États membres de l'UE demandent à la Commission de se remettre au travail et de réformer ses politiques défailtantes en matière d'agrocarburants. Il s'agit de :

- prendre des mesures correctives immédiates et d'introduire les modifications législatives nécessaires pour supprimer l'objectif de 10 % d'énergies renouvelables dans le secteur des transports ;
- veiller à ce que l'impact des agrocarburants sur l'environnement soit pleinement pris en compte en intégrant des facteurs scientifiquement fondés de changement indirect d'affectation des sols (ILUC) dans le calcul de la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour chaque type d'agrocarburants ;
- introduire des critères de durabilité stricts relatifs à la sécurité alimentaire, à l'accès à la terre et à l'eau, aux droits humains et au droit au consentement préalable libre et éclairé des communautés locales dans les pays en développement.¹⁵

INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Soutenir efficacement les petits producteurs

En 2009, l'aide européenne destinée à l'agriculture dans les pays en développement (1,45 milliards d'euros) était 16 fois inférieure au chiffre d'affaires net de la société Louis Dreyfus – le plus grand négociant européen de matières premières agricoles (25 milliards d'euros).¹⁶

La faim et la pauvreté touchent principalement les régions rurales des pays en développement. Investir dans les 500 millions de petits exploitants agricoles, qui nourrissent près de deux milliards de personnes, représente la meilleure solution pour stimuler la production alimentaire, renforcer la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité. Pendant de nombreuses années, l'agriculture dans les pays en voie de développement a été complètement négligée. Ceci a conduit à ce que de nombreux petits exploitants, ne produisant plus que le minimum vital, soient à peine en mesure de nourrir leur famille. Ces dernières années, les tendances semblent enfin changer avec les bailleurs de fonds et gouvernements affichant un intérêt renouvelé pour l'investissement dans le secteur agricole¹⁷. Toutefois, les bailleurs de fonds ne respectent pas tous leurs engagements. Oxfam lance un appel à une aide non seulement plus importante mais également de meilleure qualité, qui accorde la priorité à l'agriculture durable à petite échelle et aux femmes.

Ces dernières années, l'Europe a pris des mesures en faveur de la sécurité alimentaire en investissant dans l'agriculture. Lors de la crise alimentaire de 2008, l'UE a créé la facilité alimentaire, un fonds doté d'un milliards d'euros, en vue d'investir dans le secteur agricole d'un certain nombre de pays particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire sur une période de trois ans. En 2010, l'UE a proposé un nouveau Cadre politique européen de long terme sur la sécurité alimentaire qui met en avant l'appui à l'agriculture écologique à petite échelle et aux plans de développement nationaux et régionaux,¹⁸ tout en apportant un soutien politique et financier au Comité sur la Sécurité Alimentaire (CSA) des Nations Unies. Le « programme pour le changement », le nouveau projet de la politique européenne de développement, considère également l'agriculture comme l'un des secteurs prioritaires de l'aide européenne afin de stimuler une croissance inclusive et durable et de favoriser la sécurité alimentaire.

Malgré de bonnes intentions sur le papier, le changement radical de l'Europe vers un soutien coordonné à l'agriculture à petite échelle doit encore prendre forme sur le terrain. La plus grande attention portée au rôle du secteur privé dans le programme pour le changement représente un risque potentiel pour l'augmentation nécessaire de l'investissement dans l'agriculture à petite échelle.

- Il désormais grand temps pour l'Union européenne de passer de la parole aux actes et d'appliquer sur le terrain le Cadre stratégique pour la sécurité alimentaire. Oxfam appelle la Commission et les États membres de l'UE à :
- arrêter un plan d'action ambitieux aux objectifs mesurables afin de

mettre en œuvre le Cadre stratégique de l'UE pour la sécurité alimentaire ; ce plan devrait définir des actions précises pour renforcer la résilience des petits exploitants, en particulier des femmes, améliorer les conditions réglementaires des investissements privés responsables, et stimuler la participation de la société civile aux décisions et à la mise en œuvre des programmes ;

- s'assurer que le soutien apporté à l'agriculture durable à petite échelle est un élément central du cadre financier pluriannuel à venir (2014-2020) ;
- soutenir activement le Comité sur la Sécurité Alimentaire et le doter de ressources adéquates afin de lui permettre de remplir pleinement son rôle en matière de gouvernance alimentaire mondiale, de lutte contre la faim et contre la malnutrition, tout en appelant les autres membres de la communauté internationale à en faire de même.

FAIRE PREUVE DE LEADERSHIP EN MATIÈRE DE CLIMAT

Prendre au sérieux la menace que représente le changement climatique pour la sécurité alimentaire

Les recherches indiquent, que d'ici 2030, le changement climatique provoquera une hausse de 86 % du cours du maïs sur le marché mondial et, combiné à d'autres facteurs, multiplierà par deux le prix des denrées alimentaires.

Le changement climatique fait peser une lourde menace sur la sécurité alimentaire mondiale, accentuant d'autant les pressions sur un système alimentaire mondial déjà mal en point. Les recherches menées à la demande d'Oxfam dans le cadre de la campagne CULTIVONS indiquent que le prix des denrées alimentaires pourrait doubler d'ici à 2030 et qu'environ la moitié de cette augmentation serait provoquée par les effets du changement climatique¹⁹. Au moment même où nous avons plus que jamais besoin de denrées alimentaires pour nourrir une population croissante, le réchauffement du climat viendra freiner les améliorations en matière de rendement. Simultanément, les récoltes seront menacées par l'augmentation de la fréquence et de la sévérité des événements climatiques extrêmes. D'ores et déjà, en raison de la lente évolution de la période de végétation, les agriculteurs pauvres ont davantage de difficultés à savoir quand semer, cultiver et récolter.²⁰

Il est essentiel de sceller un accord global sur le climat qui soit juste, ambitieux et contraignant afin de garantir la sécurité alimentaire mondiale. Nous ne disposons que d'une courte période propice à l'action avant qu'il ne soit trop tard pour empêcher une hausse vertigineuse et incontrôlable des prix des denrées alimentaires. L'UE a démontré que, lorsqu'elle prend les devants, elle peut faire la différence. Elle l'a fait lorsque, bien avant le reste des membres de la communauté internationale, elle a proclamé l'objectif de maintenir la hausse des températures en dessous de 2° C, ou encore lors des négociations sur le climat à Durban en 2011 où l'UE a contribué à la conduite d'une coalition ambitieuse pour un accord sur la plate-forme de Durban pour une action renforcée.

La crise climatique demeure irrésolue et, aujourd'hui plus que jamais, l'UE doit prendre de l'avance et prêcher par l'exemple en réalisant la réduction des émissions promise il y a bien longtemps, en agissant rapidement pour apporter la part qu'elle s'était engagé à donner aux pays pauvres pour les aider à s'adapter au changement climatique et à maîtriser leurs émissions.

Oxfam appelle l'UE à:

- faire passer unilatéralement et inconditionnellement d'ici 2020 son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % à 30 % par rapport au niveau de 1990 ; ceci doit constituer une première étape vers des réductions plus drastiques afin d'éviter une catastrophe climatique ;
- respecter son engagement à déboursier sa juste part des 100 milliards de dollars annuels promis par les pays développés pour le financement de la lutte contre le changement climatique d'ici 2020, avec au moins la moitié de cette part affectée à l'adaptation au

changement climatique. L'UE doit convenir d'une feuille de route pour l'augmentation du financement de lutte contre le changement climatique entre 2013 et 2020 et s'engager à verser un montant assez important à la capitalisation initiale du nouveau Fonds vert pour le climat ;

- adopter une taxe sur les transactions financières (TTF) au niveau de l'UE et plaider en faveur de l'application d'une TTF mondiale et de mesures destinées à lever des fonds dans le secteur du transport international au sein du G20, de l'Organisation Maritime Internationale, de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et de la CCNUCC ;
- montrer l'exemple au reste du monde en s'assurant que son reporting relatif au financement de la lutte contre le changement climatique soit totalement transparent. Les financements de l'UE doivent s'ajouter à l'Aide publique au développement (APD) déjà promise, exclure tout financement issu de la compensation des émissions de carbone et ne prendre en compte que les subventions, et non les prêts, destinées à l'adaptation.

NOTES

- ¹ R. Bailey (2011) 'Cultiver un avenir meilleur: la justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées', Oxford: Oxfam, www.oxfam.org/grow
- ² N. Hossain and R. Eyben et al. (2009) 'Accounts of Crisis: Poor People's Experiences of the Food, Fuel and Financial Crises in Five Countries', Brighton: Institute of Development Studies.
- ³ B. Scott (2011) 'Barclays PLC and Agricultural Commodities Derivatives', London: World Development Movement.
- ⁴ F. Kaufman (2010) 'The food bubble: how Wall Street starved millions and got away with it', *Harper's Magazine*, July, p. 32.
- ⁵ Voir à ce sujet la lettre concernant les limites de positions pour les contrats dérivés, écrite par Mr. Kelleher, Président et CEO de Better Markets Inc., à l'attention de Mr. David A. Stawick, Secrétaire de la CFTC, l'organisme de tutelle des marchés à terme des Etats-Unis, datée du 28 Mars 2011. D. Kelleher (2011) 'Position Limits for Derivatives', Washington: Better Markets Inc.
- ⁶ La Directive MIFID est disponible ici http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/barnier/headlines/news/2011/10/20111020_en.htm Les autres initiatives réglementaires à venir comprennent notamment la révision de la Directive sur les Abus de Marché (MAD), la révision de la Directive relative aux Organismes de Placements en Valeurs Mobilières (OPCVM) qui régulent les fonds matières premières et la révision de la Directive sur les exigences en fonds propres (CRD IV).
- ⁷ International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) (2009) 'Biofuels and Food Security: Implications of an accelerated biofuels production', Vienna: The OPEC Fund for International Development (OFID).
- ⁸ Action Aid et al. (2010) 'Driving to destruction: The impacts of Europe's biofuel plans on carbon emissions and land', Brussels: Action Aid et al.
- ⁹ Directive 2009/28/EC of the European Parliament and of the Council of 23 April 2009 on the promotion of the use of energy from renewable sources, amending and subsequently repealing Directives 2001/77/EC and 2003/30/EC, JO (2009) L140/16.
- ¹⁰ Basé sur une analyse des plans d'actions nationaux sur l'énergie renouvelable de 23 États membres, en 2020 les agrocarburants fourniront 9,5 % de l'énergie totale dans le transport et 92 % de ces carburants proviendront de cultures alimentaires, telles que les oléagineux, l'huile de palme, la canne à sucre, la betterave et le blé. Action Aid et al. (2010) 'Driving to destruction: The impacts of Europe's biofuel plans on carbon emissions and land', Brussels: Action Aid et al.
- ¹¹ Action Aid (2011) 'Fuelling Evictions – Community Cost of EU Biofuels Boom – Dakatcha Woodlands, Kenya' Brussels: Action Aid. International Land Coalition (2012) 'Land Rights and the Rush for Land – Findings of the Global Commercial Pressures on Land Project', Rome IIED, CIRAD, International Land Coalition
- ¹² R. Bailey, *op. cit.* pp. 28-29.
- ¹³ *Ibid.* pp. 33 & 35.
- ¹⁴ Selon une étude menée par le « Global Subsidies Initiative », en 2008, les transferts financiers effectués en soutien aux agrocarburants conformément aux politiques de l'UE et des Etats membres représentaient 3,01 milliard d'euros. A. Jung, P. Doerrenberg, A.Rauch, and M. Thoen (2010) 'Biofuels – At what cost? Government support for ethanol and biodiesel in the European Union – 2010 Update', Geneva: Global Subsidies Initiatives.
- ¹⁵ La Directive sur les énergies renouvelables requiert de la Commission Européenne qu'elle produise un rapport biennal afin d'évaluer l'incidence de la politique de l'UE en matière d'agrocarburants dans les pays en développement, sur les prix des denrées alimentaires, le droit d'usage des sols et le respect des Conventions de l'Organisation Internationale du Travail. La Commission devrait présenter son premier rapport en 2012 et proposer « s'il y a lieu, des mesures correctives, en particulier s'il y a des éléments attestant que la production des biocarburants a un impact important sur le prix des denrées alimentaires ». Art. 17(7), Directive 2009/28/EC, *op. cit.*
- ¹⁶ L'aide Européenne destinée à l'agriculture a été calculée à partir de la base de donnée conçue par l'OCDE, dans le cadre de ses recherches sur l'APD, rubrique « APD dans l'agriculture »: <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRSNEW> (consulté en Mai 2011), compilant des données de la Commission Européenne et de 15 Etats membres de l'UE (Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède et Royaume-Uni). Le chiffre d'affaire net de la société Louis Dreyfus est tiré de : LD Commodities – 'About Us – Key figures', <http://www.ldcommodities.com/-About-us-.html> (consulté en Mai 2011).
- ¹⁷ Malgré une augmentation, l'APD destinée à l'agriculture continue à représenter moins de 7% du total de l'APD, son plus haut niveau s'élevant à 20,3% en 1983 et son plus bas niveau étant de 3,7% en 2006 (incluant les secteurs forestiers et de la pêche). Calculé à partir de la base de donnée de l'OCDE, CAD5 'Engagements bilatéraux par secteur' : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=TABLE5> (consulté en Mai 2011).
- ¹⁸ COM(2010)127 'Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire'.
- ¹⁹ R. Bailey, *op. cit.* p. 9.
- ²⁰ S. Jennings and J. Magrath (2009) 'What Happened to the Seasons?', Oxford: Oxfam GB.
- * Pour les montants convertis en euros, le taux applicable au 1^{er} juin de l'année en question a été utilisé comme référence en s'appuyant sur des données produites par XE (xe.com). Le chiffre en monnaie originale figure entre parenthèses à la suite du montant converti.

© Oxfam International Juin 2011

Ce document d'information a été rédigé par Marc-Olivier Herman et Lies Craeynest. Oxfam remercie Andrew Burgess, Luca Chinotti, Angela Corbalan, Tim Gore, Jan Kowalzig, Laetitia Tremel, Sander van Bennekom et Myriam Vander Stichele pour leur assistance dans sa réalisation. Il a d'abord été publié en juillet 2011 puis mis à jour en mars 2012. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: policyandpractice@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter:

advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-84814-877-2 en juin 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui travaillent ensemble dans 92 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Intermón Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Mexico (www.oxfammexico.org)
Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org).
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

Courriel: advocacy@oxfaminternational.org